Flash d'information :

Adoption du décret de gestion et d'assainissement des sols (Région wallonne)

Madame, Monsieur,

Ce 1^{er} mars 2018 a été promulgué le décret du parlement wallon relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (ci-après « D.G.A.S. »), qui modifie substantiellement le droit wallon des sols pollués jusqu'alors contenu dans le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols (ci-après « D.G.S. »), que le D.G.A.S. abroge.

Ce décret a été publié au Moniteur belge du 22 mars 2018. Pour l'essentiel, il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Les articles 85 à 87, l'article 88, alinéa 2, les articles 104 à 108, l'article 122 et l'article 132 du D.G.A.S. sont cependant déjà en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018. L'article 132 du DGAS implique notamment que le nouvel objectif d'assainissement, fixé à 80 % de la valeur seuil reprise à l'annexe 1 du D.G.S., est immédiatement applicable aux procédures qui impliquent un assainissement à la suite d'une pollution nouvelle.

Le décret prévoit enfin à titre transitoire que les demandes de permis, études et projets d'assainissements introduits avant son entrée en vigueur continueront d'être traités suivant le D.G.S.

Les principales modifications opérées par ce décret sont les suivantes :

- définition du terrain à traiter par référence à la pollution et non plus par rapport à la délimitation d'une « parcelle », ce qui implique une définition modulable du « terrain » ;
- exclusion du champ d'application du décret des déchets « détachables », à savoir ceux qui peuvent être distingués du sol, visuellement ou « juridiquement » ;
- intégration au champ d'application du décret des terres excavées, des stations-service et des cuves à hydrocarbures ;
- opérationnalité de la banque de données de l'état des sols (ci-après « B.D.E.S. ») dont une première mise en ligne a été annoncée le 9 avril à titre de test, ainsi qu'une opérationnalité de l'accès à l'information en la matière;
- la valeur seuil (ci-après « V.S. ») devient l'élément central, quasi-unique et ce, pour déterminer non seulement quand les différentes obligations d'investigation-assainissement s'appliquent, mais aussi, si un assainissement s'impose, l'objectif à atteindre. Le décret supprime le concept de valeur référence et de valeur d'intervention;
- certaines V.S. sont revues à la hausse ;

- l'objectif d'assainissement à atteindre correspond :
 - * à 80% de la V.S. en cas de pollution nouvelle ;
 - * en la suppression de la menace grave en cas de pollution historique;
- pollution mixte : quant à savoir quel régime appliquer, critère de la pollution principale ;
- définition des types d'usage à considérer en correspondance avec la situation de droit du terrain ;
- en sus de la soumission volontaire, de la décision unilatérale de l'administration et du dommage environnemental, faits générateurs des obligations d'investigation et d'assainissement :
 - * terrain pollué ou potentiellement pollué selon BDES, si demande de permis portant sur certains travaux (article 23) ;
 - * installation/activité qualifiée de « présentant un risque pour le sol », en cas de cessation ;
- suppression de la cession (de certains terrains susceptibles d'être pollués) comme fait générateur automatique, mais obligation renforcée d'information de l'acquéreur ;
- soumission volontaire : suppression de l'effet définitif ; possibilité de se retirer à chaque stade de la procédure ;
- suppression de la procédure (de demande) d'exonération ;
- pas de changement majeur dans la procédure standard, sauf l'enquête publique / annonce de projet ;
- (une série de) procédures simplifiées, « facilitatrices » ;
- possibilités de substitution de titulaire ou de cession d'obligations ;
- renforcement du régime d'infractions environnementales : pollution intentionnelle, exécution de travaux hors décret, falsification de documents, non constitution de sûreté.

Michel Delnoy
Avocat au Barreau de Liège
Professeur à l'ULiège

Liège, le 1^{er} mai 2018

N.B. : rédigé avec l'attention requise, le présent document a été élaboré dans l'unique but de fournir une information rapide et succincte. Il ne se veut pas exhaustif et ne peut engager la responsabilité ni de l'auteur ni du diffuseur.